

Pierre Gattaz : « Le Medef est prêt à jouer le jeu du pacte de responsabilité »



Comment accueillez-vous la proposition de François Hollande ?

Favorablement. C'est ce que nous demandions depuis plusieurs mois. Mi-novembre, nous avons porté sur le bureau du président de la République un pacte de confiance, signé par plus de 80 fédérations professionnelles et 120 Medef territoriaux. Nous lui avons dit que nous étions capables de créer un million d'emplois. A la condition qu'on ouvre cinq chantiers : sur le coût du travail, sur la fiscalité, sur la baisse des dépenses publiques, sur la simplification et sur les freins à l'embauche. On peut faire baisser le chômage en France, mais il faut nous libérer d'un certain nombre de freins, d'obstacles, de tabous, de dogmes, qui sont autant de pierres dans notre sac à dos.

Quand j'entends le président de la République parler d'un « pacte de responsabilité », je suis satisfait. Il a lancé le projet général de sortir le pays de l'ornière et a montré un cap qui nous va bien. François Hollande a appelé cela « pacte de responsabilité », nous, on a parlé de « pacte de confiance » mais le contenu est très proche. On est prêt à jouer le jeu. Maintenant, il faut passer de la parole aux actes. Ce pacte, on peut le faire avec le gouvernement s'il engage de vraies réformes. Il y a urgence.

Ça commence par les assises sur la fiscalité des entreprises. Vous allez y participer ?

J'ai été rassuré par le président de la République, qui a dit que ces assises devraient permettre de baisser la fiscalité sur les entreprises. C'est une condition sine qua non pour nous. Puisque cela a été précisé, on va y entrer.

« BAISSER LA DÉPENSE PUBLIQUE EST UNE NÉCESSITÉ »

Votre objectif reste une baisse des prélèvements de 100 milliards d'euros ?

Qui se décomposent en 50 milliards sur le coût du travail et 50 milliards sur les impôts. Je ne suis pas contre la simplification de la fiscalité. Il faut enlever les niches. Mais l'important, c'est la baisse. Il y a 50 milliards de trop sur l'ensemble des taxes qui pèsent sur la production. Idéalement, il faudrait qu'on arrive à baisser en cinq ans de 10 milliards par an la fiscalité des entreprises.

Pour cela, il faut baisser la dépense publique. Les 50 milliards d'effort déjà annoncés par Jean-Marc Ayrault ne font que modérer la progression et réduire le déficit. Ils ne permettent pas de baisser les prélèvements obligatoires, qui sont à 46 % en France contre 40 % dans la moyenne européenne. Il faut aller au-delà, soit 50 milliards de plus que l'objectif du gouvernement. Le discours du chef de l'Etat va dans le bon sens mais, sur ce point, il mérite une précision.

Vous voulez donc 100 milliards de baisse des dépenses publiques ?

Ce qui m'intéresse, c'est la compétitivité des entreprises pour créer de l'emploi. Cela passe par la baisse du coût du travail et la baisse de la fiscalité. Ce qui est derrière, c'est la création d'emplois pour tous les Français. C'est une nécessité. On a l'objectif ; les solutions, on peut les trouver.

C'est-à-dire pas forcément réduire le déficit mais réduire les prélèvements obligatoires ?

Ça poserait d'autres problèmes par rapport aux engagements envers Bruxelles. A la limite, il y a un mix à faire entre les deux. Mais l'idéal serait de faire 100 milliards d'économies de dépenses publiques en cinq ans. Cet objectif est réaliste. C'est 20 milliards par an, soit 1,7 % de réduction des dépenses publiques par an. Dans une entreprise en crise, ce n'est rien du tout. La sphère publique n'a jamais été gérée correctement, personne n'a rien fait. Je ne dis pas qu'il faut baisser la qualité des services. Je dis qu'il faut arrêter de gérer la France avec des a priori. Il faut faire ce qu'on fait dans toutes les entreprises qui fonctionnent dans le monde : de l'excellence opérationnelle et du management moderne, faire confiance aux fonctionnaires à tous les échelons, les impliquer avec des objectifs.

Où trouvez-vous les 50 milliards d'allègement du coût du travail ?

La protection sociale, c'est environ 650 milliards d'euros de dépense par an. Il y a notamment deux postes qui pèsent sur le travail de manière absurde : la famille et la maladie. La famille, c'est 36 milliards d'euros qu'il faut transférer. C'est le but de la saisine du Haut Conseil du financement de la protection sociale par Jean-Marc Ayrault. On attend les solutions. La maladie, c'est aussi un poste qui pourrait être revu. Le président de la République a parlé d'abus de la protection sociale. Il a voulu montrer qu'il n'y a pas de dogme. Là, j'ai applaudi, il faut y aller. L'important, c'est d'enclencher le processus, c'est d'y croire et de le faire avec les partenaires sociaux.

« LE PATRONAT N'EST PAS VIERGE DE TOUT »

Les chefs d'entreprise n'ont-ils pas aussi leurs responsabilités dans les destructions d'emplois ?

Les entrepreneurs ont-ils une responsabilité ? Je vais vous dire oui. Si on s'engage dans un pacte comme cela, on ne peut pas dire que le patronat est vierge de tout. Dans l'industrie, on a très bien passé les « trente glorieuses ». On a très mal négocié l'après- « trente glorieuses », c'est-à-dire la mondialisation de l'économie. Nous avons manqué de pragmatisme. Les élites françaises ont laissé faire une désindustrialisation rampante dont on mesure aujourd'hui les conséquences. Dans mon secteur, j'avais vingt concurrents patrimoniaux créés après la guerre. Il n'y en a plus un qui existe aujourd'hui ; ils ont tous été vendus, soit à des groupes, soit à des fonds de pension américains, soit à des concurrents. Alors que j'avais quarante concurrents patrimoniaux en Allemagne ; ils sont tous vivants et en pleine forme. Cherchez l'erreur.

Et puis il y a eu un phénomène dont on ne parlera jamais assez, c'est l'impôt sur la fortune . L'ISF a été mortifère pour les entreprises de taille intermédiaire. Ensuite, il y a la dureté de la législation sociale française, qui a été améliorée depuis l'accord national interprofessionnel de janvier 2013 mais qui fait que, dans un monde où on a besoin d'adaptations permanentes, le chef d'entreprise français a peur d'embaucher.

Quand commencez-vous à embaucher le million d'emplois annoncés ?

Un million d'emplois, je le vois comme un objectif. Il faut mettre tout le monde en situation pour cet objectif. Pour moi, ce que le président de la République a dit à ses vœux, c'est un élément très important, qui montre

qu'on est d'accord pour monter la montagne ensemble. Et je suis d'accord pour escalader l'Everest avec lui. Maintenant, il faut mettre les camps de base et la logistique en place. Nous, on va décortiquer les poches où on peut créer des emplois. Mais toujours à la condition que...*

« LA FRANCE, TERREAU DE RONCES ET DE PIERRES »

Le gouvernement doit s'engager et, vous, vous n'avez que des objectifs. N'y a-t-il pas une certaine dissymétrie dans le pacte ?

L'engagement, je l'ai déjà pris en signant le pacte de confiance adressé au président de la République. Nous sommes prêts à travailler sur ces chantiers. Nous voulons rebâtir un environnement de confiance avec le président de la République, qui a été très érodé depuis quelques mois. Maintenant, la responsabilité première d'un gouvernement, c'est de faire en sorte que les citoyens aient du travail. Comment crée-t-on de l'emploi ? Par les entreprises. L'idée n'est pas de les contraindre à embaucher, c'est de faire qu'elles viennent en France parce qu'elles y trouvent un terreau favorable.

Aujourd'hui, le terreau France est peuplé de ronces et de pierres. Les pierres, ce sont les impôts et les charges ; les ronces, c'est la complexité de la réglementation. Les entreprises partent. Nous sommes dans un monde ouvert, il y a 150 pays concurrents quand il y en avait cinq après la guerre. Si on veut que les abeilles reviennent butiner les fleurs françaises, il ne faut pas les effrayer. Nous sommes accompagnateurs de solutions et nous sommes prêts à mobiliser largement. C'est cela, notre contribution.